

GRAND ORIENT DE FRANCE



Science
Citoyen

technique

politique

État

LIVRE BLANC

Après

Les Cahiers thématiques



travail égalité
école monnaie République fraternité
économie

La République

individu

société

liberté

La République et une crise de confiance : Pourquoi ? Comment faire ? Que faire ?

Liste des Loges contributrices

Respectable Loge, L'Etoile Bleue, Orient de Toulon, Région 2
Respectable Loge, Pacifica, Orient de San Francisco, Région 3
Respectable Loge, Émancipation 90, Orient de Saint-Flour, Région 5
Respectable Loge, L'Industrie, Orient de Saint-Étienne, Région 5
Respectable Loge, Amitié-Progrès, Orient de Pontarlier, Région 6
Respectable Loge, Discrétion et Tolérance, Orient de Puteaux, Région 7
Respectable Loge, L'Eau Vive, Orient de Bussy-Saint-Georges, Région 7
Respectable Loge, Équinoxes, Orient de Saint-Mandé, Région 7
Respectable Loge, Tolérance et liberté, Orient de Cambrai, Région 10
Respectable Loge, Demain, Orient de Paris, Région 11
Respectable Loge, L'étoile polaire, Orient de Paris, Région 12
Respectable Loge, Intersection, Orient de Paris, Région 12
Respectable Loge, La Parfaite Égalité, Orient de Rouen-Canteleu, Région 9
Respectable Loge, Le Progrès, Orient de Paris, Région 13
Respectable Loge, Thélème, Orient de Paris, Région 14
Respectable Loge, L'étoile d'Orient, Orient de Vitrolles, Région 15
Respectable Loge, Fraternité 89, Orient de Périgueux, Région 16
Respectable Loge, Concorde et Montesquieu, Orient de Bordeaux, Région 16
Respectable Loge, Humanisme et Condorcet, Orient de Dax, Région 16
Respectable Loge, Athanor Charentais, Orient d'Angoulême, Région 16
Respectable Loge, Akhenaton, Orient d'Angoulême, Région 16
Respectable Loge, Le Réveil Charolais, Orient de Paray-le-Monial, Région 6
Respectable Loge, Union et Bienfaisance, Orient de Mérignac, Région 16
Respectable Loge, La Foi Maçonnique, Orient de Castres, Région 17

Une crise des institutions préexistante que le Covid « révèle ».

Un monde et un pays déjà en crise

Avant la pandémie, il existait déjà une crise des institutions à laquelle la société française était confrontée, tenant à des facteurs structurels, nationaux et internationaux. Une superposition de crises : sociale, économique, sécuritaire et morale.

La problématique qui en résultait était de savoir si la République assurait correctement ses droits et devoirs régaliens, notamment au regard des quatre principes cardinaux inscrits dans sa constitution : indivisible, laïque, démocratique et sociale. Aux yeux de certains, il apparaît ainsi un « État sans autonomie », confronté aux crises sans visibilité ni boussole, tout simplement parce que la société elle-même est dans l'incertitude.

Ainsi, des crises du Politique se sont installées, depuis les « Gilets jaunes » jusqu'aux assignations identitaires, fruits d'une « archipelisation » devenue « séparatisme », ou, au mieux, indifférence à la démocratie et à ses mécanismes.

Ce qui remet en cause les institutions et pose la question de la fabrique du collectif comme de la responsabilité individuelle des citoyens. De cette désaffiliation, fruit d'un sentiment d'isolement ou d'abandon, émerge une désaffection à l'égard du processus démocratique et, souvent, la montée en puissance d'idéologies extrémistes au sein d'un électorat de plus en plus marginalisé.

Il en résulte une situation sévèrement jugée : une défiance envers un État incapable de rétablir la confiance.

Le covid révélateur : les principes de la République à l'aune de la pandémie

La période de confinement, tout en permettant à chacun de prendre un peu de recul, a agi comme une loupe sur les dysfonctionnements antérieurs en mettant à l'épreuve la capacité de faire et la résilience de l'État, qui ont montré leurs limites.

Cette épidémie a certes posé la question de l'équilibre entre liberté et sécurité, mais a surtout interrogé l'État sous deux aspects : la souveraineté économique, par la dépendance à l'égard de la fabrication des produits de santé à l'étranger, notamment en Chine, ainsi que la république sociale, en faisant apparaître la place insuffisante accordée en temps normal aux « premiers de corvée », qui ont dû remplacer les « premiers de cordée ».

Les Francs-Maçons se questionnent : comment agir ?

Les Francs-Maçons du Grand-Orient font leur « examen de conscience » et pensent qu'ils se sont parfois assoupis, installés dans le confort de leurs temples et de l'entre-soi, en se faisant commentateurs plutôt que force de proposition ou acteurs.

Dans cette période inédite, ils ont pu mesurer la nécessité pour eux de casser la dynamique d'anomie qui s'installe dans notre société et de produire de nouveau une pensée qui pourra se transformer en action, utile à tous et intégrant leurs principes et valeurs, qui sont fondés sur la laïcité et le triptyque républicain, liberté, égalité, fraternité.

En œuvrant dans leurs temples à cultiver leurs valeurs fondatrices, à les faire mieux entendre dans la Nation et en plaçant ces valeurs dans le cadre de la devise républicaine, il est de leur devoir d'interpeler le pouvoir sur sa conformité à cette devise.

Comme autrefois, en servant de motivation et d'inspiration pour le citoyen et les politiques, le GODF doit prendre part à la réactualisation des valeurs républicaines mais aussi à l'émergence de concepts en alternative à la pensée unique et ouvrant des perspectives où l'humain est au cœur du modèle.

Que faire ? La « réorientation » et la « reconquête »

L'approche générale

L'objectif visé tourne autour de la revalorisation de la citoyenneté, par la réorientation des politiques publiques, appuyée par une reconquête idéologique. C'est cela qui permettra, en rassurant les citoyens sur la finalité de l'action des institutions publiques, la restauration de la confiance à leur égard.

Les moyens prônés reposent, pour une large majorité, sur deux idées généralement reprises :

- Le retour du « régalien » : la République doit assumer ses pouvoirs sans complexe car elle doit avoir la capacité de faire, et devenir un État stratège.
- La construction d'un désir de commun est l'objectif à rechercher. On en appelle ainsi à un réveil du peuple pour entreprendre une réflexion sur ses valeurs et ce qui fait qu'il constitue une Nation. Le corollaire est une politique de solidarité afin de construire un avenir durable pour une humanité apaisée.

Un objectif moral primordial : la reconquête idéologique de la République

La réaffirmation des principes républicains, dont l'application est méconnue ou abandonnée, apparaît comme le navire amiral des orientations qui sont proposées. Cela passe par une reconquête des esprits pleinement assumée, dont les principales armes sont les suivantes :

L'éducation : on ne naît pas citoyen, on le devient.

L'école est le lieu cardinal de cette démarche. Ainsi, dès la maternelle et tout au long du cursus scolaire, on devrait expliquer la valeur de l'idéal républicain, et sanctionner l'apprentissage des matières correspondantes en les incluant dans les examens diplômants, voire délivrer un « livret de la citoyenneté et des principes de la République ». Ce qui signifie une mobilisation nationale en vue d'enseigner la morale laïque et l'éducation civique, dans le but de faire comprendre à tous notre conception du « vivre ensemble ».

Cela pourrait concerner les étrangers désirant s'installer en France, auxquels serait imposé un stage républicain sanctionné par un diplôme.

Les préoccupations sociales ne sont pas absentes : l'enseignement doit concourir à la revalorisation des filières techniques par la promotion de l'apprentissage.

L'instauration d'un service civil national universel pour tous les sexes, de 4 à 6 mois, dès l'âge de la majorité électorale.

Outre des missions d'intérêt général et l'apprentissage du civisme, il remplirait sa fonction de brassage social et pourrait aussi servir à des formations, pour par exemple remédier à la fracture numérique.

Enfin, face à la misère symbolique, ressentie comme une humiliation par une partie de la population, il est proposé de réhabiliter l'utilité sociale des artistes, au travers d'une politique de développement culturel d'ampleur, notamment en généralisant le statut des intermittents du spectacle à tous les artistes et en passant avec eux un contrat d'intérêt public impliquant leur action de médiation et de création auprès des publics les plus éloignés de l'offre culturelle et du savoir, cela dans les « quartiers » comme en milieu rural, en utilisant largement le numérique dans le processus de création pour en changer l'image.

L'amélioration du fonctionnement de la démocratie représentative

Réhabiliter la confiance se manifestera par le fait que tous les citoyens retrouveront le chemin des urnes et de l'engagement dans le politique. Pour cela, une série de propositions pour faire de l'ensemble de la population un groupe de citoyens responsables, en inscrivant la politique dans le long terme tout en le détachant des aventures personnelles. Cela passe par une relation plus claire et plus interactive des citoyens avec la gouvernance sur tout le territoire et dans l'écoute réciproque.

Ainsi, sont proposées diverses mesures, par exemple : le découplage de l'élection du Président de celle du Parlement, avec un mandat présidentiel non renouvelable de 7 ans ; un personnel politique comprenant plus de personnes issues du privé, ce qui suppose un statut de l'élu, lequel pourrait inclure une formation aux responsabilités ; la limitation de la durée et du nombre dans le temps des mandats électifs ; le vote obligatoire ; l'accès direct des citoyens à la prise de décision, cela par la participation de personnes tirées au sort, des conventions citoyennes ou des référendum à choix multiple.

La souveraineté économique pour un développement durable

Le constat est largement partagé de la dépendance des peuples envers un système économique qui saccage le monde et affaiblit la capacité de s'opposer aux injustices sociales. Ainsi, il paraît nécessaire, là encore, d'assurer la souveraineté, cette fois économique, de l'État dans les domaines stratégiques pour la population, ce que l'épidémie a fait apparaître pour les produits de santé. L'État ne peut se poser seulement comme régulateur, il doit permettre de réintégrer sur le territoire ces productions stratégiques, ce qui lui permettra de mettre en œuvre les objectifs de développement durable.

Pour favoriser une consommation raisonnée, il faut qu'il assure une information claire et transparente sur la traçabilité de la fabrication des produits et services ainsi que des ressources mises en œuvre jusqu'à la mise à la vente au dernier acheteur.

Cela se couple à des mesures sociales : un SMIC européen, le revenu universel, la justice fiscale.

La dimension internationale de la question est posée. La mondialisation débridée et financiarisée est un obstacle ; les traités internationaux ratifiés par la France doivent être revus, afin que l'État conserve la maîtrise de sa production et de ses échanges, notamment concernant les biens d'intérêt public.

L'Union européenne a été jugée défaillante pendant l'épidémie, et il lui est demandé de contribuer aussi à la souveraineté économique ; on propose un nouveau traité tenant compte de ces nouvelles exigences et une « Europe des États fédérés » qui bénéficierait d'une capacité d'action accrue.

Si la difficile conciliation entre cette demande et le renforcement des pouvoirs régaliens de l'État national n'est pas envisagée, il n'en demeure pas moins que tout concourt à une demande de maîtrise accrue de ce qui fait le bien-être des peuples dans le contexte d'une mondialisation à revoir.

La revalorisation de la notion de « public » : ce que l'État doit à ses citoyens ; le service public et la politique sociale.

La pandémie a changé la perspective dans laquelle l'opinion dominante voyait les services publics ; elle se réduisait à des coûts qu'il fallait diminuer.

La préoccupation a concerné en premier lieu les services de santé publique, à gestion publique ou privée.

On demande que la République reste sociale, comme il est prévu par la constitution, pour assurer la défense des droits sociaux et les besoins collectifs de la population, ainsi que la réduction de la fracture sociale.

On retrouve, là encore, le souhait de renforcer les fonctions régaliennes, ne serait-ce que pour assurer l'absence de collusion avec des intérêts privés – ce qui serait source de défiance – et l'équité dans l'accès aux services publics.

Il est proposé d'asseoir la priorité donnée aux services publics sur une politique de l'offre qui leur serait appliquée, impliquant des financements et une volonté politique forte.

Toutes mesures destinées à renforcer la cohésion sociale et renouveler le lien de confiance qui doit être renoué entre les institutions publiques et les citoyens.